

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

PDS : Ndaot Rembogo sonne la fin de la récréation



Photo: A.N

Phase de la rencontre entre le leader du PDS, Me Séraphin Ndaot Rembogo, et les cadres de l'Estuaire.

A.N
Libreville/Gabon

DANS le prolongement de la rentrée de sa formation politique tenue le 12 novembre dernier, le président du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), Me Séraphin Ndaot Rembogo, a appelé, samedi dernier, l'ensemble des militants et militantes de l'Estuaire à plus de mobilisation afin d'aller à "la reconquête des espaces perdus". C'était au cours d'une rencontre qu'il a présidée au siège du PDS, au quartier Montagne Sainte, dans le 3e arrondissement de la commune de Libreville.

Le "Bâtitteur en chef" a particulièrement fustigé la situation dans laquelle se trouve le PDS à Libreville. Il a notamment dénoncé "l'immobilisme, le manque de sincérité, la fourberie, etc." de certains militants et militantes. À l'approche de 2023, Me Ndaot Rembogo a, pour ainsi dire, sonné la fin de récréation en exhortant l'ensemble de ses troupes à redoubler d'ardeur, d'efforts dans l'unité, la solidarité, la discipline et la rigueur. D'autant qu'au cours de cette année se tiendront les élections générales (présidentielle, législatives et locales). Et le moins que l'on puisse dire est qu'il y a véritablement urgence à agir. Tant le PDS semble

avoir perdu son lustre d'antan à Libreville et dans bien d'autres localités de la province de l'Estuaire. En témoigne la maigre moisson récoltée par cette formation politique lors des élections couplées (législatives et locales) d'octobre 2018. Des scrutins aux cours desquels, le PDS s'en est sorti avec quelques conseillers municipaux et en faisant élire un de ses cadres comme deuxième adjoint au maire du 2e arrondissement de la commune d'Akanda.

En tout état de cause, le leader du PDS a invité également les siens à aller s'inscrire massivement sur les listes électorales, le moment venu.

Coalition de l'opposition : l'appel de Paulette Missambo

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Les élections générales à venir, dont la très attendue présidentielle, suscitent bien évidemment l'intérêt de la classe politique. Normal, elles contribueront ou pas à la recomposition de la sphère politico-administrative. Lors de sa dernière allocution circonstancielle prononcée dimanche dans le cadre de la rentrée politique de son écurie, Paulette Missambo, présidente de l'Union nationale (UN) l'a d'ailleurs reconnu. "(...) 2023, année de toutes les élections, se présente comme notre principal défi", a-t-elle déclaré.

Pour parvenir à l'alternance politique sous nos cieux, cette dernière suggère que son camp fasse bloc. "(...) Je propose aux présidents des partis signataires du Mémorandum pour une réforme du système électoral national, au parti RÉAGIR et, pourquoi pas, à d'autres partis qui partagent la même vision, de nous retrouver sans délai afin d'esquisser les contours d'un cadre méthodo-

logique et organisationnel pour une réflexion commune".

Objectif : parvenir au rassemblement voire l'unité de l'opposition. Et ce, avant, pendant et après les élections générales de 2023. La native de Mulundu invite alors les siens à ne pas retomber dans les travers du passé. Dans la même foulée, elle propose de renouveler l'expérience inhérente à la coalition de l'opposition, testée durant la dernière présidentielle. "Comme en 2016, nous devons, dès à présent, privilégier l'unité et le rassemblement. Nous devons le faire dans l'intérêt du peuple gabonais", soutient-elle.

Avant de renchérisse : "(...) Je lance un appel pressant à tous les partis signataires du Mémorandum pour une réforme du système électoral national, au parti RÉAGIR ainsi qu'à tous les patriotes qui adhèrent à cette initiative, afin que nous nous accordions sur les principes, objectifs et actions à mener ensemble en vue d'obtenir l'organisation d'élections libres, transparentes et apaisées en 2023".



Photo: DR/L'Union

Après le Mémorandum de l'opposition, Paulette Missambo invite ses pairs à la formation d'une coalition.

Miroir du gouvernement Maintenir la dynamique

AVEC l'inauguration du Centre d'accueil "Gabon Égalité" par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, jeudi dernier, à Nzeng-Ayong, notre pays vient de franchir une étape supplémentaire dans la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG). D'autant que cette structure symbolise la détermination des plus hautes autorités de la République à mettre un terme à un fléau qui, malheureusement, est encore bien vivace dans notre société.

C'est dire la nécessité, pour le gouvernement, de maintenir cette dynamique en procédant également à l'ouverture des Centres d'accueil "Gabon Égalité" à l'intérieur du pays. Car les victimes des VBG se trouvent aussi ailleurs qu'à Libreville. Du coup, l'on ne peut que se satisfaire de

l'annonce faite par la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda, dans nos colonnes (lire notre édition d'hier). En indiquant que "le gouvernement a déjà planifié la création des Centres d'accueil à l'intérieur du pays. C'est pourquoi, le programme Gabon Égalité s'étend à toutes les provinces et s'inscrit dans la durée et sa mise en œuvre se fait progressivement".

Il ne reste plus à espérer que cela ne se limite pas au stade de bonnes intentions, mais se traduise en actes. Ce qui suppose un plan d'action concret. Car, comme elle l'a laissé entendre, au même titre que l'Estuaire, les autres provinces "doivent bénéficier de la même attention, des mêmes services et commodités. C'est tout le sens de

l'unité, la cohésion et l'équité prônées par le président de la République, Ali Bongo Ondimba".

La lutte contre les VBG étant une cause nationale, le gouvernement est donc tenu de l'étendre réellement sur toute l'étendue du territoire. Car, comme l'a précisé la locataire de l'Immeuble du 2-Décembre, "nous avons fait beaucoup de chemin, mais la route est encore longue. L'égalité des genres est l'affaire de tous. C'est pour cette raison qu'il nous faut maintenir nos efforts et mobiliser nos énergies pour atteindre les objectifs fixés par le président de la République, Ali Bongo Ondimba".

J.KOMBILE MOUSSAVOU